

Élisabeth Borrel en appelle à Jacques Chirac

JUSTICE – La veuve du juge assassiné demande que la raison d'État cesse d'entraver la recherche de la vérité.

Élisabeth Borrel fait cette fois appel au président de la République, pour que la vérité soit faite sur l'assassinat de son mari. Car depuis qu'on a tenté de lui faire croire que le juge Borrel, dont le corps a été retrouvé calciné en bas d'une falaise à Djibouti en 1995, avait tenté de se suicider, elle n'a cessé de se heurter à « une longue série de mensonges, de rumeurs colportées parfois au plus haut niveau de l'État, de dissimulations ... ». Dimanche encore, moins de 48 heures après avoir donné à Mme Borrel des assurances sur la suite de l'enquête, le ministre des affaires étrangères, Philippe Douste Blazy, a de nouveau mis en balance la thèse du suicide et celle du meurtre.

Une « désagréable surprise » pour Mme Borrel qui rappelle que, malgré les pressions, la justice française a abandonné la thèse du suicide depuis 2004, les résultats de l'autopsie étant sans appels. Aujourd'hui, elle demande à Jacques Chirac, la fin de ces rumeurs en partie propagées, selon son avocat, par « la cellule africaine de l'Élysée » et l'accès aux documents classés confidentiels portant sur la période 1994-1997.

L'indépendance des juges a pourtant permis ces derniers temps au dossier d'avancer. Passant outre l'avis du parquet, la juge en charge de l'enquête a délivré la semaine dernière des mandats d'arrêt contre deux Djiboutiens soupçonnés d'être les exécutants du meurtre et dont elle souhaiterait comparer l'ADN à celle trouvée sur le short du juge. Au même moment, la cour d'appel de Paris a confirmé l'ouverture d'une information judiciaire visant l'ancien porte-parole du Quai d'Orsay, Hervé Ladsous, pour d'éventuelles pressions sur la justice. Début octobre, la cour d'appel de Versailles avait déjà ordonné la diffusion de mandats d'arrêt contre le procureur de la République et le chef des services secrets de Djibouti pour « subornation de témoins ». A ces victoires judiciaires, s'ajoute désormais le soutien de 170 personnalités. Élisabeth Borrel n'est plus seule à vouloir la justice malgré la raison d'État.

Camille Bauer